

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/109
16 septembre 2003

(03-4969)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

RÉEXAMEN PAR L'ARGENTINE À L'EXPIRATION DES MESURES IMPOSÉES À L'IMPORTATION DE GLUTEN DE FROMENT EN PROVENANCE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Demande de consultations des Communautés européennes au titre de l'article 13.2 de l'Accord

La Délégation permanente des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 septembre 2003.

La Communauté européenne (CE) demande des consultations avec l'Argentine sur le réexamen à l'expiration des mesures imposées à l'importation de gluten de froment en provenance de la CE. Ces consultations sont demandées conformément à l'article 13.2 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

L'objet de ces consultations est de permettre à la CE de clarifier plusieurs questions que soulève la décision d'engager un réexamen, et de mettre l'accent sur certaines insuffisances de la procédure.

Les questions que la CE soulèvera au cours des consultations portent notamment sur les points suivants:

1. L'Argentine semble manquer à ses obligations au titre de l'article 13 b) i) de l'Accord sur l'agriculture parce qu'elle a engagé un réexamen à l'extinction d'office, c'est-à-dire de sa propre initiative. Une telle initiative semble contraire à la *clause de paix* qui exige de la "modération".
2. L'Argentine semble manquer à ses obligations au titre des articles 1, 10, 14 et 19.4 et de la note de bas de page 36 de l'Accord SMC, étant donné que le produit en cause, à savoir le gluten de froment, ne bénéficie d'aucune subvention dans la CE. L'Argentine a appliqué des mesures compensatoires audit produit en raison des subventions dont bénéficieraient l'amidon et le glucose, en dépit du fait qu'il s'agit de produits différents. Par conséquent, le produit visé par les mesures n'est pas le même que celui qui bénéficie des subventions alléguées.

Conformément à l'article 21.3 de l'Accord SMC, l'Argentine doit montrer qu'il est probable que le subventionnement, entre autre, subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. Étant donné que le gluten de froment n'est pas subventionné, le droit compensateur devrait être supprimé immédiatement.

La Communauté européenne espère qu'une date acceptable pourra être fixée pour les consultations avec les autorités argentines. Il est proposé que celles-ci aient lieu à Genève.